



RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

Liberté
Égalité
Fraternité

BOAMP.fr

Bulletin officiel des annonces des marchés publics

Avis de marché

Attention : les informations contenues dans l'extrait PDF peuvent dans certains cas ne pas présenter le texte intégral de l'annonce. Les extraits PDF des annonces du BOAMP ne constituent pas le format officiel, pour consulter le texte intégral au format officiel du présent avis, cliquez sur <https://www.boamp.fr/pages/avis/?q=idweb:25-12118>

Département(s) de publication : **75, 91, 92, 93, 94, 95, 77, 78**

Annonce n° **25-12118**

Section 1 - Acheteur

1.1 Acheteur

Nom officiel : Ministères Sociaux

Forme juridique de l'acheteur : Autorité publique centrale

Activité du pouvoir adjudicateur : Services d'administration générale

Section 2 - Procédure

2.1 Procédure

Titre : Réalisation de prestations de maintenances préventives, correctives et d'astreintes sur les installations électriques "courants forts" et "courants faibles" de niveaux 1 à 4 dans les immeubles domaniaux de l'administration centrale situés à Paris.

Description : Le marché a pour objet de définir les conditions techniques de réalisation des prestations de maintenances préventives, correctives et d'astreintes sur les installations électriques "courants forts" et "courants faibles" de niveaux 1 à 4, (conformément à la norme NF EN 13306), dans les immeubles domaniaux de l'administration centrale situés à Paris.

Identifiant de la procédure : cf976930-494b-4ed9-9168-f55772c6808f

Identifiant interne : PRA001046

Type de procédure : Ouverte

2.1.1 Objet

Nature du marché : Services

Nomenclature principale (cpv) : 50711000 Services de réparation et d'entretien d'installations électriques de bâtiment

2.1.3 Valeur

Valeur estimée hors TVA : 3,800,000 Euro

2.1.4 Informations générales

Informations complémentaires : L'accord-cadre est conclu sans minimum et avec un maximum de 4 000 000 Euros HT pour sa part unitaire à bon de commande sur la durée totale de l'accord-cadre.

Base juridique :

Directive 2014/24/UE

2.1.6 Motifs d'exclusion

Situation analogue à la faillite prévue dans la législation nationale : Les motifs d'exclusion au présent accord-cadre sont indiqués à l'article 4.1.1 du RC

Section 5 - Lot

5.1 Identifiant technique du lot : LOT-0001

Titre : Réalisation de prestations de maintenances préventives, correctives et d'astreintes sur les installations électriques "courants forts" et "courants faibles" de niveaux 1 à 4 dans les immeubles domaniaux de l'administration centrale situés à Paris.

Description : Le marché a pour objet de définir les conditions techniques de réalisation des prestations de maintenances préventives, correctives et d'astreintes sur les installations électriques "courants forts" et "courants faibles" de niveaux 1 à 4, (conformément à la norme NF EN 13306), dans les immeubles domaniaux de l'administration centrale situés à Paris.

Identifiant interne : PRA001046

5.1.1 Objet

Nature du marché : Services

Nomenclature principale (cpv): 50711000 Services de réparation et d'entretien d'installations électriques de bâtiment

5.1.3 Durée estimée

Date de début : 05/05/2025

Date de fin de durée : 04/05/2029

5.1.5 Valeur

Valeur estimée hors TVA : 3,800,000 Euro

5.1.6 Informations générales

Participation réservée : La participation n'est pas réservée.

Projet de passation de marché non financé par des fonds de l'UE

Le marché relève de l'accord sur les marchés publics (AMP) : oui

Informations complémentaires : Visite sur site obligatoire : Les candidats sont informés que la visite préalable du site est obligatoire, afin d'avoir la meilleure connaissance possible de la configuration des lieux et des contraintes relatives à l'exécution des prestations. Présentation de la candidature : Les candidats ont le choix de présenter leur candidature sous forme de document unique de marché européen électronique (DUME) en utilisant le service DUME ou le service exposé de PLACE sous forme de candidature standard en utilisant les formulaires DC1 et DC2 ou équivalents. Si, pour une raison justifiée, l'opérateur économique n'est pas en mesure de produire les renseignements et

documents demandés par l'acheteur, il est autorisé à prouver sa capacité par tout autre moyen considéré comme approprié par l'acheteur. Clause sociale : Afin de promouvoir l'emploi et combattre l'exclusion, l'administration a décidé de faire application des dispositions de l'article L.2112-2 du Code de la Commande Publique en incluant dans le cahier des charges (cf. article 4 du CCAP) du présent accord-cadre, une clause obligatoire d'insertion par l'activité économique. Clause environnementale : Dans une volonté de protection de l'environnement, il est fait application de l'article L2112-2 du Code de la Commande Publique en prévoyant des conditions d'exécution des prestations comportant des éléments à caractère environnemental

5.1.9 Critères de sélection

Critère :

Type : Capacité économique et financière

Nom : Capacité économique et financière

Description : - Chiffre d'affaires annuel « général » des 3 derniers exercices disponibles ; - Chiffre d'affaires annuel « spécifique » dans le domaine d'activité couvert par le marché des 3 derniers exercices disponibles ; - une assurance pour risques professionnels.

Critère :

Type : Capacité technique et professionnelle

Nom : Capacité technique et professionnelle

Description : -Présentation d'une liste des principaux services effectués au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique. Les éléments de preuve relatifs à des services pertinents fournis il y a plus de trois ans seront pris en compte ; -Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat, le nombre et l'importance d du personnel d'encadrement pendant les 3 dernières années ; -L'outillage, le matériel et l'équipement technique à disposition pour l'exécution du marché.

5.1.10 Critères d'attribution

Critère :

Type : Qualité

Description : Critère 1 : Valeur technique (50%) Sous-critère 1 : Organisation des moyens et services mis à disposition du personnel intervenant sur sites (20%) Sous-critère 2 : Compétence technique et expérience des intervenants (20%) Sous-critère 3 : Organisation horaire et organigramme en adéquation avec le marché, gestion des absences (10%)

Pondération (pourcentage, valeur exacte) : 50

Critère :

Type : Prix

Description : Critère 2 : prix (40%) Sous-critère 1 : Montant total du DQE sur la base des prix renseignés au BPU (25%) Sous-critère 2 : Montant total des prestations forfaitaires (15%)

Pondération (pourcentage, valeur exacte) : 40

Critère :

Type : Qualité

Description : Critère 3 : Prise en compte du développement durable dans l'exécution des prestations (10%)

Pondération (pourcentage, valeur exacte) : 10

5.1.11 Documents de marché

Langues dans lesquelles les documents de marché sont officiellement disponibles :
français

Adresse des documents de marché : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

5.1.12 Conditions du marché public

Conditions de présentation :

Présentation par voie électronique : Autorisée

Adresse de présentation : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Langues dans lesquelles les offres ou demandes de participation peuvent être présentées : français

Catalogue électronique : Non autorisée

Date limite de réception des offres : 03/03/2025 à 12:00

Date limite de validité de l'offre : 180 Jour

Conditions du marché :

Le marché doit être exécuté dans le cadre de programmes d'emplois protégés :
Non

Facturation en ligne : Autorisée

La commande en ligne sera utilisée : non

Le paiement en ligne sera utilisé : non

Informations relatives aux délais de recours : Précisions concernant les délais d'introduction de recours : 1) le référé précontractuel (articles L.5511 à L. 551 12, et R. 5511 à R. 5516 du code de justice administrative) peut être introduit jusqu'à la signature du contrat # 2) le référé contractuel (L. 55113 à L. 55123, et R. 5517 à R.55110 du code de justice administrative) introduit après la signature du contrat dans un délai de 31 jours, à compter de la publication d'un avis d'attribution du contrat au Journal officiel de l'union européenne (Joue) ou dans un délai de 6 mois, à compter du lendemain du jour de la conclusion du contrat, si aucun avis d'attribution n'a été publié ou si aucune notification de la conclusion du contrat n'a été effectuée # 3) le recours de pleine juridiction en contestation de la validité du contrat (CE, Ass, 4 avril 2014, Département de Tarn-et Garonne, req. no358994) introduit par tout tiers à un contrat administratif susceptible d'être lésé dans ses intérêts de façon suffisamment directe et certaine par sa passation

ou ses clauses dans un délai de deux mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées. La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr

5.1.15 Techniques

Accord-cadre :

Accord-cadre, sans remise en concurrence

Informations sur le système d'acquisition dynamique :

Pas de système d'acquisition dynamique

Enchère électronique : non

5.1.16 Informations complémentaires, médiation et réexamen

Organisation chargée des procédures de médiation : Tribunal administratif de Paris

Organisation chargée des procédures de recours : Tribunal administratif de Paris

Organisation qui fournit des informations complémentaires sur la procédure de passation de marché : Ministères Sociaux

Organisation qui fournit un accès hors ligne aux documents de marché : Ministères Sociaux

Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours : Tribunal administratif de Paris

Organisation qui reçoit les demandes de participation : Ministères Sociaux

Organisation qui traite les offres : Ministères Sociaux

Section 8 - Organisations

8.1 ORG-0001

Nom officiel : Ministères Sociaux

Numéro d'enregistrement : 11000201100044

Adresse postale : 78/84 rue Olivier de Serres

Ville : Paris

Code postal : 75015

Subdivision pays (NUTS) : Paris (FR101)

Pays : France

Adresse électronique : jessica.ismael@sg.social.gouv.fr

Téléphone : 0000000000

Rôles de cette organisation :

Acheteur

Organisation qui fournit des informations complémentaires sur la procédure de passation de marché

Organisation qui fournit un accès hors ligne aux documents de marché

Organisation qui reçoit les demandes de participation

Organisation qui traite les offres

8.1 ORG-0002

Nom officiel : Tribunal administratif de Paris

Numéro d'enregistrement : 17750005500013

Adresse postale : 7 rue de Jouy

Ville : Paris

Code postal : 75004

Subdivision pays (NUTS) : Paris (FR101)

Pays : France

Adresse électronique : Greffe.taparis@juradm.fr

Téléphone : 0144594400

Rôles de cette organisation :

Organisation chargée des procédures de recours

Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours

Organisation chargée des procédures de médiation

Section 11 - Informations relatives à l'avis

11.1 Informations relatives à l'avis

Identifiant/version de l'avis : df73358a-fb32-47c8-acdb-769692e50ecb - 01

Type de formulaire : Mise en concurrence

Type d'avis : Avis de marché ou de concession – régime ordinaire

Date d'envoi de l'avis : 31/01/2025 à 17:09

Langues dans lesquelles l'avis en question est officiellement disponible : français

11.2 Informations relatives à la publication

Date d'envoi du présent avis à la publication : 31/01/2025